



CTSD du 14 avril 2020

Monsieur l'Inspecteur d'académie,
Mesdames et messieurs les membres du
CTSD,

Le président de la République a annoncé que les élèves reprendront le chemin des écoles, collèges et lycées progressivement à partir du 11 mai, évoquant une organisation différente des temps et des espaces et la mise à disposition pour élèves et enseignants du matériel de protection sanitaire nécessaire. Pour le SE-Unsa, si l'école s'est arrêtée brutalement le 13 mars pour les enfants, les jeunes et les adultes, la reprise ne doit pas se faire dans la précipitation. La perspective du 11 mai apparaît très rapide au regard de la situation sanitaire actuelle.

Avant toute chose, il faudra que toutes les conditions de sécurité soient réunies. Ensuite, la reprise de la scolarisation des élèves dans les écoles et les établissements nécessite que les équipes se retrouvent préalablement pour préparer ce retour. En effet, il faudra, d'une part, savoir accueillir les élèves et les familles qui auront vécu une situation très déstabilisante voire dramatique et, d'autre part, reprendre le cours d'une scolarité en intégrant pédagogiquement cet épisode de rupture de la fréquentation scolaire.

Le Se-UNSA demande que le terme "progressif" soit explicité, cette reprise doit être sécurisée, apaisée, et réussie pour les élèves et les personnels.

Quatre semaines après le début du confinement, le Se-UNSA tient à saluer le travail des personnels du département de la Creuse. Nos collègues sont méritants. Ils ont su remarquablement s'adapter à la crise sanitaire. Leur investissement quotidien est fort pour faire en sorte que le moins d'élèves possible ne décrochent. Pourtant, malgré notre forte présence, notre ingéniosité pour maintenir la motivation, nous faisons le constat de l'essoufflement des familles que ce soit dans le premier ou le second degré. Nous faisons face à de plus en plus de familles qui sont en train de lâcher petit à petit et cette situation nous inquiète particulièrement. L'enseignement à distance montre clairement ses limites, la prolongation du confinement et les conditions de la reprise « progressive » vont avoir des répercussions pour nos élèves qu'il ne faudra pas minimiser.

Le Se-UNSA souhaite à nouveau dénoncer la méthode Blanquer. Chaque intervention du ministre dans les médias se traduit par de nouvelles annonces, de nouvelles injonctions à faire toujours plus sans prise de recul sur cette « continuité pédagogique » dont tous les enseignants savent qu'elle peut être redoutable pour un très grand nombre d'élèves parce qu'il manque les interactions en classe, celles qui permettent d'identifier et de clarifier le sens des tâches accomplies et de transformer des contenus en connaissances et compétences. Le ministre se dit conscient du creusement des inégalités. Pour y remédier, il annonce sans aucune concertation avec les personnels « des cours particuliers pendant les vacances, à distance et gratuits, seuls ou en petits groupes ». Ainsi, les difficultés créées par l'enseignement à distance devront-elles être résolues par davantage d'enseignement à distance ? Ainsi, pourrait-on assurer pendant les vacances la continuité pédagogique qu'on n'a pas réussi à mettre en place pendant la période scolaire ? Ainsi, 6 heures de soutien à distance pendant les vacances pourraient-elles permettre de raccrocher les 5 à 8% d'élèves « perdus de vue » ? A ce

propos pourriez-vous Monsieur l'Inspecteur d'Académie expliciter les chiffres et votre politique pour notre Département ?

Concernant l'objet plus précis de ce CTSD, la dotation complémentaire de 25 postes n'est pas suffisante à elle seule pour passer à 24 élèves toutes les classes de grande section de notre académie. Si cette dotation intervient pour soutenir la promesse de ce gouvernement de ne fermer aucune classe dans les villes de moins de 5000 habitants, elle ne tient absolument pas compte des problématiques structurelles ni des spécificités territoriales. Cet ajustement à l'aveugle ne tient compte que des priorités de notre ministre et absolument pas des enjeux que les représentants du personnel font remonter à longueur d'instance ni des réalités et besoins observés par les services ou vécus par nos collègues sur le terrain. Pour notre département, au delà des ajustements nécessaires en fonction des démographies de chaque école, il nous faut consolider la brigade de remplacement, reconstruire un réseau d'aide et d'accompagnement des élèves en difficulté et plus largement permettre le recrutement de tous les personnels nécessaires au bon fonctionnement du Service public d'éducation. La période que nous vivons va rendre encore plus impérieux ce besoin pour nos collègues et pour nos élèves. Il va être nécessaire également d'améliorer l'accompagnement des équipes et de chaque collègue autour des usages du numérique.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, avant le confinement nous comptions environ 300 absences non remplacées dans notre département, cette situation est indigne de l'école de la République ! Monsieur l'Inspecteur d'Académie, avant le confinement combien d'enseignants ont abandonné les démarches pour mettre en place un accompagnement auprès d'un de leurs élèves afin de ne pas faire perdre de temps aux parents sachant très bien que rien ne serait possible au bout, cette situation est indigne de l'école de la République ! Monsieur l'Inspecteur d'Académie, cette période met nettement en lumière les manques de notre système, aussi nous vous invitons à demander comme le fera le Se-UNSA auprès du ministère les moyens nécessaires pour construire une école de la République juste, digne, au service de tous et plus particulièrement au service de nos élèves les plus fragiles. Plus que jamais, les logiques comptables qui ont grevé nos services publics ne peuvent plus se substituer au principe de réalité ni à celui d'idéal républicain.